

**De l'histoire « positive » d'un média indépendant dans un contexte de
« transition » politique : *Le Journal* (1997-2010) au Maroc**

Mehdi K. Benslimane

L'histoire « négative » des rapports conflictuels entre les médias et le Pouvoir, au-delà même du Maroc et des pays de la région, est assez documentée pour que l'on y revienne encore ici. C'est plutôt l'histoire « positive » qui m'intéressera dans cet article. J'aimerais donc procéder différemment en revenant sur ce qui peut faire plus ou moins le succès d'un média dit indépendant dans un contexte politique déterminé, à partir en l'occurrence de l'expérience de l'hebdomadaire marocain *Le Journal*.

De nombreux travaux de sciences sociales et politiques en France, aux Etats-Unis et dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient se sont focalisés ces dernières années, non sans intérêt, sur l'étude des élites, de l'islam et des partis politiques, de la société civile, des politiques publiques, etc. Les médias en général et la presse écrite en particulier demeurent des objets de recherche délaissés¹. Ce constat est valable concernant l'étude des médias, comme « quatrième pouvoir » ou « contre-pouvoir », dans la littérature des *social scientists* s'intéressant au monde arabe. De plus, les recherches portant sur les médias dans la région les analysent souvent du seul point de vue « macroscopique » de la liberté d'expression et de la censure donnant l'impression par ailleurs que l'on parle de la même chose, des mêmes réalités « médiatiques » du Maroc au Yémen.

S'il est vrai que les questions de libertés de presse et d'expression, de changement politique sont importantes et qu'elles importent autant pour les journalistes dans nombre de pays, j'adopte néanmoins ici une démarche sociologique « microscopique » qui consiste à poser autrement la question de l'étude des rapports entre médias et politique. Le point de départ de ce texte s'appuie précisément sur la question de savoir ce qui a fait que *Le Journal* (LJ ci-après) ait été plus ou moins bien accueilli au Maroc, et ce qui a fait son « originalité » ainsi que son succès. Quel contexte politique particulier peut-il restituer une certaine ambiance, rendre compte d'une situation plus ou moins favorable aux acteurs (fondateurs et journalistes du LJ), nourrie d'espérance, d'enthousiasme et de réussite. On part en effet de l'idée que le succès d'un projet (LJ est supposé ici en être un) quelconque, où qu'il soit, dépend d'un ensemble de facteurs tout à la fois internes et externes qui lui sont favorables ; et que inversement son échec découle de facteurs du même ordre qui lui sont (devenus) défavorables.

Pour mener à bien cette entreprise, je mettrai d'abord en évidence le contexte politique marocain qui voit bien entendu naître *Le Journal* ainsi que d'autres organes médiatiques. J'exposerai ensuite les éléments d'enthousiasme favorables à sa fondation et à son développement d'une part et le « soutien » réciproque

¹ Legavre (Jean-Baptiste), dir., *La presse écrite : objets délaissés*, Paris, L'Harmattan, 2004

entre cet organe de presse et le Pouvoir² d'autre part. Je soulignerai enfin et surtout l'*innovation* que représente ce projet éditorial et l'influence qu'il exerce sur des élites du Maroc et d'ailleurs³.

Le contexte politique marocain

Une brève synthèse est faite ici des événements majeurs de l'histoire politique contemporaine du Maroc laquelle est intimement liée à l'histoire de la presse⁴. Après le décès du roi Mohamed V en 1961, c'est le roi Hassan II, son fils aîné, qui lui succède inaugurant ainsi un long règne de 38 ans (1961-1999) qui va voir la prééminence politique, économique et religieuse de la monarchie se renforcer⁵. Le Palais, au terme de luttes acharnées avec les principaux acteurs politiques (partis issus du mouvement national, armée) finit par l'emporter. Si le climat de confrontation définit cette époque, c'est surtout le bilan négatif en matière des droits de l'Homme qui symbolise le plus le règne de Hassan II. Nombreuses sont en effet les violations et les exactions commises contre la dissidence qui prennent la forme d'enlèvements, de disparitions forcées, de séquestrations arbitraires, de tortures, etc.

À l'aube de la décennie 1990 néanmoins, une évolution palpable en la matière se fait jour : mise en place d'un Conseil consultatif et d'un ministère des droits de l'Homme, plusieurs vagues de libération de prisonniers politiques, accroissement des espaces de liberté, etc. Ces actions sont, en réalité, consécutives à un changement dans l'ordre international : fin de la guerre froide et de la bipolarité, une mobilisation autant nationale qu'internationale (diverses associations, intellectuels, parution du livre *Notre ami le roi*⁶) réclamant la vérité sur les prisons secrètes du royaume et exigeant la libération de l'ensemble des prisonniers politiques.

Le 4 février 1998, le roi Hassan II fait appel à Abderrahmane Youssoufi pour former un gouvernement dit d'alternance consensuelle. La nomination de ce personnage mythique, symbole de l'opposition au roi et

² Par « Pouvoir », on entend la monarchie, les gouvernements successifs ainsi que l'appareil économique et sécuritaire. Le mot « Makhzen », couramment utilisé dans le jargon politique marocain, peut englober ces différents acteurs. Le terme « Palais » évoqué aussi renvoie lui à la monarchie et donc à l'acteur politique central.

³ Je m'appuierai sur les témoignages d'acteurs d'une part et sur quelques références bibliographiques d'autre part citées entre « guillemets » dans les pages qui suivent. Afin de ne pas encombrer le texte, je ne citerai par commodité que les références et les sources qui me semblent opportunes.

⁴ El-Ayadi (Mohamed), « Presse écrite et transition politique au Maroc », in Mohsen-Finan (K.), dir., *Les Médias en Méditerranée. Nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*, Paris, Actes Sud/Sindbad, 2009, p. 155-168.

⁵ Voir la thèse de Monjib (Maâti), *La monarchie marocaine et la lutte pour le pouvoir*, Paris, L'Harmattan, Histoire et perspectives méditerranéennes, 1992

⁶ Perrault (Gilles), *Notre ami le roi*, Paris, Gallimard, 1990

du combat mené par l'Union nationale des forces populaires⁷ (UNFP) contre le Palais des décennies durant est un moment fort du processus de libéralisation politique engagé dans ces années 1990.

C'est de cette époque justement que date la genèse de la presse dite indépendante, ou du moins non partisane, qui succède à une presse largement partisane et quasi-officielle (groupe Maroc Soir notamment) laquelle caractérise les trois premières décennies du règne de Hassan II. Cette presse accompagne l'arrivée au pouvoir du roi Mohammed VI le 23 juillet 1999, après le décès de son père. Un discours officiel, avec un nouveau lexique axé sur la libéralisation et l'ouverture tel que *al 'ahd al-jadid* [nouvelle ère] ou encore *al-mafhoum al-jadid li-assoulta* [le nouveau concept d'autorité], fait alors son apparition sous le nouveau règne. Il est concomitant à des actes symboliques de « rupture » qui consistent notamment à autoriser le retour d'un exilé, célèbre opposant marxiste, Abraham Serfaty ; à lever l'assignation à résidence qui touchait Abdessalam Yassine, le leader du mouvement populaire non autorisé à référence islamique, *al-Adl Wal-Ihssane* et surtout à limoger l'omnipotent ministre de l'Intérieur de Hassan II, Driss Basri, qui, à lui seul, résume par l'importance des pouvoirs qui lui étaient dévolus (Information, sécurité...) toute l'ère précédente.

Lancé trois jours seulement après les élections de l'alternance consensuelle, la création du *Journal* en novembre 1997 symbolise, pour le régime et pour de nombreux observateurs et journalistes, le début de la presse « libre » [*al-hourra*] ou « indépendante » [*al-moustakilla*] au Maroc⁸. LJ surprend en effet par son audace en matière de couverture de sujets « tabous » : bilan du règne d'Hassan II, années de plomb, droits de l'Homme, témoignages d'anciens prisonniers politiques (avec la fameuse interview de Malika Oufkir⁹), armée, islamisme, scandales financiers, *business* du roi, justice transitionnelle, etc. Ceci se manifeste, de nombreuses années durant, par un choix percutant de « Unes »¹⁰. De plus, le tour de table du groupe Media Trust (propriétaire du *Journal*) échappe à l'Etat et à la domination des grands groupes financiers¹¹. LJ conserve d'autre part, pendant de longues années, celui de premier hebdomadaire francophone en termes de lectorat, selon les chiffres de l'Office de justification de la diffusion. L'emploi

⁷ Parti issu d'une scission en 1959 au sein du Parti de l'*Istiqlal*, le parti de l'indépendance.

⁸ Voir El-Ayadi, *op. cit.* ; Majdoubi (Houcine), *assahafa al-moustaquila fi al-maghrib : annachaa, al-khitab wa mou'ikate attatawour*, Revue *Wijhat nadar* (en arabe), printemps-été 2010, p. 31-34 ; Ksikes (Driss), « Liberté fragile pour la presse écrite au Maroc », *Les Médias en Méditerranée (dir.)*, *op. cit.*, p. 169-177.

⁹ Il s'agit de la fille aînée du général Oufkir, responsable du coup d'Etat de 1972 contre Hassan II, condamné alors à la peine capitale. Sa famille, soit son épouse et ses enfants, en a payé le prix en passant près de 20 ans en prison dans de dures conditions.

¹⁰ « Pour sauver l'alternance, Basri doit partir », « Malika Oufkir : la prisonnière », « la alaouisation de l'économie », « la monarchie des copains », « Le dessous des cartes du putsch de 1972 », « Que fait le roi ? », etc.

¹¹ Ksikes, *op. cit.*, p. 171.

de la langue française notamment fait de lui un journal élitiste visible tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Ainsi l'avènement du LJ, dans le contexte national et international décrit, profite d'une ambiance enthousiasmante.

Enthousiasme politico-médiatique de fin de règne

Revenant sur l'histoire de la presse écrite au Maroc dans ses rapports étroits avec l'histoire politique de ce pays, M. El Ayadi explique que, contrairement aux idées reçues, la diversité et le pluralisme des supports de presse ne date pas des années 1990 puisque le Maroc indépendant a connu une multiplicité de journaux à l'image du multipartisme politique d'alors¹². À la différence des années 1960-1980 (dites "années de plomb") avec des presses officielle, officieuse et partisane, mais marquées néanmoins par le « monopole de l'acteur politique » qu'est le Palais le quel trace les limites indépassables des libertés d'expression ; les années 1990 connaissent, elles, une certaine ouverture politique, et par conséquent une liberté d'expression, qui est venue donner un coup de pouce à la presse indépendante et non partisane (privée), qui bénéficie alors d'un environnement économique plus ou moins concurrentiel dans le cadre de la « libéralisation du marché de la presse écrite »¹³. L'espace médiatique voit ainsi la naissance de plusieurs chaînes de télévision nationale (création d'une deuxième chaîne dénommée 2M), l'ouverture à d'autres chaînes satellitaires internationales (TV5) ainsi que l'installation à Tanger, au nord du Maroc, d'une radio privée étrangère : Médi1.

Ce qui caractérise donc cette époque dite « nouvelle ère » est à la fois un discours et des expressions « positifs » qui renvoient à l'« espérance » (par l'arrivée au gouvernement des socialistes), à l'optimisme, à l'exaltation notamment. Les discours du roi sont emprunts en effet de nombreuses références à un « projet moderne et démocratique ». Pour cet ancien ministre de la Communication dans le gouvernement Youssoufi : « l'alternance a représenté une éclaircie, une sorte de printemps comme disait Abderrahmane Youssoufi. Il y avait un espoir partout, y compris dans les libertés d'expression et de presse. » LJ voit le jour dans cet enthousiasme décrit ici par Ali Amar¹⁴:

¹² Ainsi de la revue mensuelle *Lamalif* dont le franc-parler et l'histoire présente certaines parentés avec *Le Journal*. Voir Daoud (Zakya), *Les années Lamalif, 1958-1988 : trente ans de journalisme au Maroc*, Mohammedia, Senso Unico Editions, 2007

¹³ El Ayadi (M.) *et al.*, *Presse écrite et transition*, Cahiers bleus, Cercle d'analyse politique (CAP), n° 5, mars 2006, Rabat, Fondation Abderrahim Bouabid et Friedrich Ebert, 62 p.

¹⁴ Un des trois fondateurs du *Journal*, avec Hassan Mansouri et Aboubakr Jamaï. En 1998, H. Mansouri est remplacé par Fadel Iraki qui lui rachète ses parts dans le capital du groupe Media Trust.

« Il est coutume de dire que nous sommes les « enfants de l’alternance » : le premier numéro du *Journal*, paru en novembre 1997, célébrait avec enthousiasme l’arrivée au gouvernement des anciens opposants de Hassan II. Persuadés que la nouvelle ère était annonciatrice de délivrance, de démocratie et de renouveau, nous étions aussi considérés comme l’incarnation de cet enthousiasme, au point d’être assimilées à cette génération prometteuse qui allait bientôt prendre le pouvoir avec Mohammed VI. »¹⁵

L’optimisme est à l’œuvre également car il existe dans les médias nationaux et « occidentaux » (Europe et Etats-Unis) surtout un « engouement médiatique » pour ce Maroc de Mohammed VI. Dans cette perspective, les observateurs admettent l’existence de deux tendances indéniables dans la presse de ce nouveau Maroc : « extension des champs de libertés » d’une part et la « posture critique » des organes de presse d’autre part¹⁶. Le succès du LJ s’explique donc en partie grâce à cet optimisme politique ambiant et à cet engouement médiatique. De plus, contre l’avis de conseillers frileux et méfiants quant aux libertés permises, le Palais lui semble appuyer ce processus.

La monarchie « encourage » la presse indépendante

Affirmer que LJ est le seul journal « indépendant » de cette époque n’est pas vrai dans la mesure où, de 1990 à 1998, plusieurs titres arabophones dits « populaires »¹⁷ voient le jour : *al-mouatine assiyassi*, *al-miaad assiyassi*, etc. Des titres francophones sont lancés également, principalement des hebdomadaires : *Maroc hebdo* (1990), *L’Economiste* (1991), *La Nouvelle tribune* (1996), *La Gazette du Maroc* (1997), etc. et ce bien avant le lancement du *Journal*. Alors que les quotidiens ont toujours été une affaire de partis politiques, *L’Indépendant* par exemple, fondé par F. Ghissassi en 1996, est le premier quotidien francophone généraliste non partisan, auquel succède son pendant arabophone, *al-moustaqil al-ousbou’i*. Ils seront suivis par d’autres quotidiens en langue arabe, *Al-Ahdath Al-Maghribia* (1998), *Assabah* (2000) lequel appartient au groupe Eco-Médias (*l’Économiste*).

Concernant les médias et les moyens de communication plus généralement, notons que 120 recommandations environ du premier Colloque national de l’information et de la communication « INFOCOM », organisé en avril 1993, sont entérinées et validées par le roi Hassan II¹⁸ qui en appelle au secteur privé « de participer activement au développement de l’industrie des communications et aux

¹⁵ Amar (Ali), *Mohammed VI : le grand malentendu*, Paris, Calmann-Lévy, 2009

¹⁶ El Ayadi, *Presse écrite et transition*, p. 31.

¹⁷ J.-E. Naji observe que les propriétaires de ces supports sont des entrepreneurs « inconnus du secteur », et que les titres choisis par ces nouveaux organes sont tantôt qualifiés de « politique » tantôt de « citoyen », El Ayadi, *Presse écrite et transition*, p. 12.

¹⁸ *Ibid.*

administrations d'être plus ouvertes aux moyens d'information. »¹⁹ L'éclosion d'une presse privée est vue comme « l'étalon idoine pour mesurer l'ouverture démocratique revendiquée par le nouveau règne »²⁰. LJ est considéré comme l'archétype de cette nouvelle presse qu'il faut encourager.

Le Journal et le Pouvoir : un soutien réciproque ?

D'après A. Amar, les premiers contacts avec l'entourage royal se font par le biais de Hassan Aourid, qui a joué un rôle non négligeable comme interlocuteur du LJ avec le Palais - du moins durant les trois premières années du lancement de cette publication - avant qu'il ne devienne le Porte-parole du Palais royal en 1999. H. Aourid a collaboré avec LJ, et à ce titre, il y a écrit plusieurs chroniques.

L'idée véhiculée à l'époque est que le roi Hassan II trouvait LJ « formidable », et que celui-ci représentait d'une certaine façon le modèle de presse « dont le roi rêvait pour son fils. »²¹ Ainsi, pour nombre de raisons, le roi Hassan II souhaitait offrir une imprimerie au LJ. Cet appui *matériel*, que le roi défunt aurait voulu apporter au LJ, est assorti d'une reconnaissance *symbolique* de cette jeune expérience dans le sens où, de l'avis de ses proches amis et conseillers, le prince héritier à l'époque aurait été d'accord pour accorder une interview au *Journal*, ce qui aurait été une première pour un média marocain²². Pour restituer ce climat d'enthousiasme avec le Pouvoir, A. Amar écrit : « jusque-là, les relations du *Journal* avec El Himma étaient empreintes de cordialité et leurs vues plutôt convergentes sur l'avenir du pays, au point qu'il se disait que la création du *Journal* en 1997 faisait partie de la stratégie du Palais dans la transition qui se préparait. Dans l'esprit du public, il était impossible que la publication ait ce ton sans avoir l'assentiment officiel de Hassan II et de son entourage. »²³

Si l'encouragement de la presse sous-entend d'une part que le puissant ministère de l'Intérieur et de l'information délivre des autorisations de paraître, le soutien peut signifier également un « appui direct du Palais ». Néanmoins, J.-E. Naji remarque à juste titre que « l'appui direct du Palais » à de nouvelles publications entend d'une certaine façon que celles-ci fassent concurrence à la presse partisane traditionnelle. « Avec cette remarque que, selon les cas, cet appui du Palais pourrait être invoqué ou

¹⁹ Leal Adghimi (Zelia), « Les antennes diaboliques au Maroc », *Tiers-Monde*, n°146, vol. 37, 1996, p. 337.

²⁰ El Ayadi, *Presse écrite et transition*, p. 9.

²¹ Fouad Ali El Himma est un autre disciple du roi Mohammed VI au Collège royal. Avant de devenir Secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur puis conseiller du roi Mohammed VI, il a été directeur de cabinet du prince héritier. El Himma aurait transmis ces messages personnels du roi Hassan II à F. Iraki, l'actionnaire principal du LJ. Voir Amar, *Le grand malentendu*, *op. cit.*, p. 151.

²² Les rois Hassan II et Mohammed VI n'ont jamais accordé d'interviews aux médias marocains, contrairement à ceux qu'ils ont donnés à des médias étrangers, ce qui nourrit un certain désarroi chez les journalistes marocains.

²³ Amar, *op. cit.*, p. 150.

écarté, pourrait être une simple bénédiction, une tolérance avenante ou intelligente à l'endroit de tel ou tel projet de publication hors le kiosque partisan traditionnel. »²⁴. Si la monarchie semble encourager dans l'ensemble l'existence d'une presse indépendante et celle du LJ spécialement, ce dernier, vu l'engouement de l'époque, cherche à son tour à « aider » à sa façon les gens du/au Pouvoir et ceux qui y seront bientôt.

En effet, pour ce journal « enfant de l'alternance », il était tout à fait « normal » de soutenir l'expérience politique de l'alternance. « On a soutenu l'alternance, la gauche c'était un événement extraordinaire dans notre mémoire. Le Maroc va rééditer ce que la gauche française [a fait] dans les années 1980 sous Mitterrand, apporter des valeurs humanistes, une meilleure gouvernance des affaires de l'Etat et on a défendu Youssoufi en allant très loin. Très tôt on a dit que Driss Basri devait quitter ce gouvernement d'alternance. Une des premiers Unes fortes où un journal marocain appelle au départ du grand vizir. Et le titre a été précis : ce n'était pas Basri doit partir mais « Pour sauver l'alternance, Driss Basri doit partir ». Par ailleurs, LJ assure un rôle de « médiateur symbolique »²⁵, de relais en quelque sorte. Ceci est vrai lorsque « au nom du Journal » et d'une certaine vision du Maroc d'alors, les promoteurs du LJ jouent les médiateurs dans l'affaire Mandari, dans le sens où ils tentent de convaincre Jean-Pierre Tuquoi, journaliste au quotidien français *Le Monde*, de ne pas publier des informations compromettantes pouvant altérer l'image du Maroc et celle du roi Hassan II²⁶.

En plus de bénéficier d'un contexte politique positif particulier ainsi que de relations plus ou moins privilégiées avec certains personnages du Pouvoir, le succès du LJ provient, pour une part importante, de l'innovation qu'il représente.

Le Journal comme innovation

Dans un paysage médiatique marqué par la prédominance des journaux de partis jugés « dépassés » par les évolutions de l'époque (technologiques notamment), par d'autres journaux indépendants aussi (mais pas assez aux yeux du LJ) car souvent appuyés par le Pouvoir voire stigmatisés pour leur manque de courage ; l'avènement du LJ en 1997 sur le marché de la presse marocaine marque une certaine *rupture*.

²⁴ Cité in El Ayadi, *Presse écrite et transition*, p. 12.

²⁵ Voir Imbert (Gérard), *Le discours du journal : A propos d'El Pais. Pour une approche socio-sémiotique du discours de la presse*, Paris, Editions du CNRS, 1988, p. 17.

²⁶ Le *Washington Post*, daté du 6 juin 1999, publie un encart publicitaire dans lequel un certain Hicham Mandari [chargé de sécurité au Palais royal puis « conseiller » avant d'être poursuivi dans une affaire de recel d'objets au sein du Palais] adresse des propos menaçants au roi Hassan II : « Comprenez, Majesté, que pour ma défense et celle de mes proches, j'ai préparé des dossiers qui contiennent des informations [...] dommageables pour votre image à travers le monde. »

La nouveauté réside d'abord dans la jeunesse de ses fondateurs et de l'équipe journalistique ainsi que dans leurs compétences. En effet, avant même de lancer LJ, Aboubakr Jamaï et Ali Amar, qui se sont rencontrés au sein de la direction internationale de la *Wafabank*, sont déjà un groupe de jeunes financiers visibles dans les médias économiques comme *L'Economiste* et *La Vie économique*. A l'époque A. Amar, licencié en économie, dispose déjà à son actif de plusieurs années d'expériences dans le secteur bancaire. A. Jamaï, lui, est diplômé en finance d'une grande école de commerce de Casablanca, possède plusieurs expériences professionnelles en banque-finace et dans le conseil. Lorsque, au milieu des années 1990, A. Jamaï a comme idée de partir faire un *Master of Business Administration* (MBA) aux Etats-Unis et d'y pratiquer un sport qui l'a toujours passionné, l'athlétisme, c'est sur le campus de l'Université Columbia à New York qu'il rencontre de manière fortuite son (troisième) futur associé au LJ, Hassan Mansouri. C'est donc sur ledit campus que l'idée de fonder *Le Journal* fait son chemin. Son MBA obtenu, H. Mansouri, qui est ingénieur de formation à l'origine, décide de rentrer au Maroc pour prendre la direction d'une multinationale anglaise dans le secteur textile à Rabat.

De plus, nombre d'entre eux sont passés par « l'école » de *La Vie éco* qu'ils ont fini par quitter. En effet, au milieu des années 1990, le capital de cet hebdomadaire économique passe des mains de Jean-Louis Servan-Schreiber, quelqu'un qui l'a professionnalisé, à celles d'Aziz Akhannouche, PDG du groupe familial Akwa holding, appuyé alors par le puissant ministre Driss Basri. Il est utile de souligner ici que l'histoire du LJ est intimement liée à celle de *La Vie éco*, et qu'il est malaisé de décrire la naissance du LJ sans revenir sur le passé journalistique de certains de ses fondateurs notamment à la *La Vie éco* dirigé alors par Servan-Schreiber, car ils y apprendront les fondamentaux du journalisme, dans le sens où l'ébauche de cette « révolution » entamée à *La Vie éco*, mais malmenée par le Pouvoir, inspire la création du LJ. Sur les tenants et aboutissants du lancement du LJ, H. Mansouri note : « Ma prise de participation dans la société Media Trust avait, en son temps, pour objectif de contribuer au développement d'une nouvelle forme de presse écrite destinée principalement à un lectorat de décideurs économiques. Il faut rappeler que cette période coïncidait avec le début du développement de la Bourse de Casablanca et à l'essor des marchés financiers et que le besoin se faisait ressentir pour faciliter la compréhension au grand public des mécanismes financiers. »²⁷ L'originalité du LJ tient donc au fait qu'il est conçu et vu *d'abord* comme un journal de bourse et de finance fabriqué par des gens du « secteur » pour ce dernier.

²⁷ Interview de Hassan Mansouri : « Cela fait 12 ans que je n'ai plus de lien avec le Journal Hebdo », *Aujourd'hui le Maroc*, 2 février 2010 < <http://www.aujourd'hui.ma/une/focus/hassan-mansouri-%C2%ABcela-fait-12-ans-que-je-n-ai-plus-de-lien-avec-le-journal-hebdo%C2%BB-68705#.VHTUb4vz2HQ>> (dernier accès : 30/06/14)

En somme, les trois associés-fondateurs du LJ sont vus comme de brillants cadres trentenaires, et c'est vraisemblablement cette combinaison de talents qui fait alors d'une certaine façon le succès du jeune projet *Le Journal* vu comme innovation. Les fondateurs ainsi que leurs amis mettent donc en œuvre leurs compétences de financiers notamment pour défendre l'image d'un Maroc nouveau, grâce au LJ qui établit ses locaux à Casablanca, capitale économique du Maroc, car selon A. Jamaï « c'est dans cette ville que sont les opportunités. »²⁸ Ainsi d'un petit appartement exigü, LJ va rapidement déménager dans deux vastes plateaux de l'immeuble *Iman Center*, à côté de la Bourse de Casablanca située sur l'avenue des Forces armées royales. D'autre part, l'originalité de cet organe de presse réside autant dans sa forme que dans son contenu. LJ adopte, en effet, un format proche de celui de l'hebdomadaire français *Courrier international* avec une esthétique recherchée²⁹. Son succès dépend donc de ses propriétés techniques intrinsèques (format, qualité de papier et d'impression, iconographie) ; autrement dit de son « modèle de diffusion ». LJ intéresse aussi bien les lecteurs, avides d'une nouvelle presse, que les annonceurs qui trouvent en lui, au regard de ses aspects techniques et bien sûr de ses ventes, le support idéal pour leurs publicités.

En 2004 par exemple, un encadré situé à la première page précise : « en faisant le pari d'une nouvelle maquette et d'un format newsmagazine aux standards internationaux, nous nous efforçons d'offrir à un lectorat exigeant une publication qui réponde à des habitudes sophistiquées de lecture ... Cette évolution s'accompagne d'une augmentation du prix de vente à 15 dirhams. »³⁰ La croissance et le développement du LJ conduisent ses propriétaires à « imaginer » de nouveaux « produits » journalistiques : un hebdomadaire généraliste en langue arabe, *Assahifa* ainsi qu'un mensuel francophone d'économie et de management, *Business Magazine*.

« On était un OVNI [objet volant non identifié] et on a eu un succès phénoménal. On était les seuls dans ce créneau. Là tout de suite on a compris que pour être plus audible et plus visible, il fallait absolument lancer un canard en arabe ; c'était essentiel, on savait que les élites francophones même si elles ont beaucoup d'influence... en termes stratégiques, un journal qui cherche à capter l'opinion et atteindre la masse, il fallait un journal en arabe. On a tenu à ce que ce ne soit pas une traduction ou une copie de la version française, mais une rédaction avec sa propre sensibilité. »³¹

²⁸ Daoud (Zakya), *Casablanca en mouvement. Des innovateurs dans la ville*, Paris, Autrement, 2005, p. 52.

²⁹ On peut citer ici le quotidien *Alquds al-arabi*, basé à Londres, qui s'inspire lors de sa fondation en 1989 du format du quotidien britannique *The Guardian*. Amjad Nacer [<http://www.alquds.co.uk/?p=62077>], dernier accès : 11/07/13]

³⁰ *Le Journal* n° 162, 29 mai au 4 juin 2004.

³¹ Entretien avec A. Amar.

Soulignons ici que LJ s'ouvre à de jeunes hommes politiques en leur permettant de rejoindre l'équipe d'*Assahifa*³². D'autre part, des universitaires marocains et étrangers, des militants des droits de l'Homme, des intellectuels de gauche du Parti socialiste unifié (PSU), des leaders islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD) ainsi que du mouvement *Al-adl wal-Ihssane*, des monarchistes autant que des républicains trouvent dans LJ un espace ouvert d'expression d'une somme de points de vue. Autrement dit, LJ est une tribune ouverte à toutes les tendances politiques et les sensibilités idéologiques. A. Jamaï aimait dire par exemple que LJ constitue une sorte d'agora, qu'il avait en ce sens organisé dans ses locaux un débat entre « modernistes laïcs » et « islamistes » autour du projet de réforme de la *Moudawana* (Code de la famille) qui a vu participer des représentants des deux camps. Pour rendre compte par ailleurs du soutien et de la visibilité dont jouit LJ auprès des élites politiques, A. Amar rappelle que Driss Benzekri - ancien prisonnier politique, nommé par le roi en 2003 président de l'Instance équité et réconciliation³³ (IER) - avait accroché à son cou la Une du LJ « Youssoufi, l'insulte » lors d'un sit-in organisé devant le domicile du Premier ministre socialiste protestant ainsi contre la réception et l'hommage faits par ce dernier à l'ex-ministre de l'Intérieur, Driss Basri, limogé par le roi Mohammed VI en novembre 1999.

Davantage que les exemples d'organes de presse français, l'exemple du quotidien espagnol *El Pais* semble à vrai dire plus proche de l'expérience du *Journal* tout à la fois en raison du contexte de sa fondation en 1976 - durant la transition en Espagne et le discours sur les droits de l'Homme qui l'accompagne - qu'en raison des attentes de ses fondateurs et des lecteurs, lesquels souhaitent accompagner la transition en cours. Le succès du LJ et le fait qu'il soit plus ou moins bien accueilli par le Pouvoir³⁴ comme par les lecteurs (clients) et annonceurs, dans le contexte considéré, s'explique surtout par le fait qu'il s'agit d'une *innovation* qui « est un parcours qui de décision en décision vous amène au bon moment sur le bon marché avec le bon produit. »³⁵ Ce qui a fait donc que LJ ait compté pour ses

³² Issus de la jeunesse de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) notamment, mais qui ont pris leurs distances vis-à-vis de leur parti comme A. Tafnaout et M. Hafid.

³³ Instance chargée par le roi Mohammed VI de faire le bilan des « années de plomb » et de dédommager les victimes de cette période.

³⁴ La monarchie bien sûr mais aussi les hommes d'Etat et les sécuritaires de tous bords, qui ont plus ou moins de pouvoir mais qui, dans des moments critiques de « transition » de pouvoir et d'incertitudes, craignent pour leur pouvoir et pour leurs statuts. Ils ne peuvent voir que d'un bon œil une transition en douceur et une certaine presse libre qui elle-même participe de cette transition en douceur. Malgré les critiques que cette presse peut leur adresser, celle-ci ne remet pas en cause fondamentalement leurs statuts.

³⁵ Cf. Akrich (M.), Callon (M.), Latour (B.), « A quoi tient le succès des innovations? 1 : L'art de l'intéressement », *Annales des Mines. Gérer et comprendre*, 11, 1988, p. 4-17.

lecteurs, pour ses sympathisants/alliés comme pour ses adversaires, c'est qui l'a été capable de les intéresser *autrement*. Et c'est ainsi que démarre, prend forme et évolue l'innovation.

« L'innovation part de n'importe où. Les scientifiques et les ingénieurs n'ont pas le monopole de l'imagination. Elle peut aussi bien naître dans un centre de recherche que dans un service commercial, chez un client ou dans une usine. Puis de projet mal conçu et grossier, de programme encore flou, elle se transforme progressivement, à travers une série d'épreuves et d'expérimentations qui la confrontent aux savoirs théoriques, aux savoir-faire ou aux utilisateurs, en un dispositif capable d'intéresser [et d'influer peut-on ajouter]. »³⁶

Dans cette « nouvelle ère », LJ se regarde comme institution indispensable au pays sur laquelle peut compter le régime marocain, non seulement pour « jouer » l'intermédiaire dans certaines affaires comme on l'a vu, mais aussi pour « promouvoir » son image de marque à l'international. En raison de son « courage » et de la prise de risque de ses propriétaires et de ses journalistes, *Le Journal*, à l'image de beaucoup de journaux de référence³⁷, est persuadé d'être un organe d'information dont les observateurs étrangers et les chancelleries, cherchant à en savoir plus sur la « vraie » situation au Maroc, ne peuvent se passer.

Outre le fait d'être considéré comme pionnier de la presse indépendante marocaine de la fin des années 1990, le mérite de ce magazine, selon certains analystes, est d'avoir pu, grâce à la compétence de ses journalistes et au leadership d'un de ses trois fondateurs, mettre en contradiction, par sa ligne éditoriale critique, le discours et la pratique du Pouvoir : promouvoir la moralisation de la vie publique lorsque les scandales financiers du Makhzen se multiplient, maintenir un discours sur les droits de l'Homme alors que la pratique de la torture persiste.

Au final, l'histoire du *Journal* dans le contexte marocain considéré nous rappelle le schéma de transformation socio-historique de la presse développé par C. Lemieux à partir de l'exemple français. Celui-ci se déroule en trois temps : l'innovation transgressive du cadre légal par un groupe d'acteurs (1) entraîne la réaction moralisante d'un second groupe d'acteurs (2) à laquelle le premier groupe oppose une critique greffée sur un argumentaire libéral³⁸.

³⁶ Voir avec intérêt Akrich (M.), Callon (M.), Latour (B.), « A quoi tient le succès des innovations ? 2 : Le choix des porte-parole », *Annales des Mines. Gérer et comprendre*, 12, 1988, p. 14-29.

³⁷ Comme par exemple *El Pais* en Espagne, *Der Spiegel* en Allemagne, le *New York Times* aux Etats-Unis, etc.

³⁸ Lemieux (C.), *Mauvaise Presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000, p. 23-69.

Entamée en novembre 1997, l'expérience du *Journal* prend fin en janvier 2010. Les transformations survenues sur la ligne éditoriale de cet hebdomadaire donnent lieu en effet à des crises de différente nature (interdiction, procès, boycott publicitaire, gestion interne³⁹) qui débouchent sur sa fermeture par les autorités⁴⁰.

L'année 2010 marque non seulement la disparition de ce journal mais elle est également celle où l'on assiste à un « durcissement » du Pouvoir vis-à-vis des médias dans la mesure où plusieurs journalistes de la presse indépendante arabophone et francophone (comme Tawfiq Bouachrîne, Ali Amar, Driss Chahtane, etc.) sont poursuivis et condamnés dans des procès relevant, fait nouveau, d'affaires de droit commun lesquels correspondent, suivant des observateurs, aux « nouvelles techniques » du Makhzen : « vouloir faire passer les journalistes pour de vulgaires criminels de droit commun. »⁴¹ Moins que l'histoire « négative » des rapports conflictuels entre les médias et le Pouvoir, on aura compris *in fine* que c'est l'histoire « positive » que j'ai cherché à privilégier ici.

³⁹ *Le Journal*, son pendant arabophone *Assahifa* ainsi que le magazine satirique *Demain* sont interdits en décembre 2000 suite à leur publication d'une lettre du Fquih Basri, ancien opposant au roi Hassan II. Celle-ci met en cause l'implication de dirigeants de la gauche marocaine au pouvoir au moment de l'interdiction (qui dure 40 jours), dont le Premier ministre Abderrahmane Youssoufi, dans le coup d'Etat manqué du général Oufkir en 1972 contre le roi Hassan II.

⁴⁰ Une liquidation judiciaire qui concerne l'ancienne société éditrice du *Journal*, Media Trust, suite à des impayés vis-à-vis de la Sécurité sociale. De l'avis de ses fondateurs, LJ avait beaucoup de problèmes de gestion.

⁴¹ Témoignage d'une ancienne journaliste du *Journal* cité in Isabelle Mandraud, « Maroc : ombres sur les relations entre la presse et le pouvoir », *Le Monde*, 23 juin 2010.

About ARI

The Arab Reform Initiative is the leading Arab Think Tank founded on the principles of impartiality, social justice and diversity. Our mission is to promote an agenda for democratic change through policy analysis and research, while providing a platform for inspirational voices.

- We partner with institutes on original research, analysis and outreach-across the Arab countries as well as globally.
- We empower individuals and institutions to develop their own concept of policy solutions.
- We mobilise stakeholders to build coalitions for change.
- Our goal is to see vibrant democratic societies emerge in the Arab countries.

www.arab-reform.net

About ARSP II

Through the Arab Research Support Program, ARI offers funding for scholars from the Arab region. The program aims to develop the research skills of the new generation of social scientists in Arab countries by funding, monitoring and providing training. It gives priority to innovative, evidence-based research related to the Arab democratic transitions, particularly in Tunisia, Egypt, Libya, Yemen and Syria.

In its second round, the Arab Research Support Program seeks to provide guidance for new graduates and to help to get their work published in academic journals. The program hosts platforms for academic debate, offering opportunities for structured learning through a week-long training session on research techniques and writing skills for academic and policy research. The courses will be taught by more than ten instructors from the region at the end of each year.

This second round of the Arab Research Support Program covers five major topics:

- Institutional reform of state agencies in the Arab region
- The new women's mobilization: national and regional proliferation
- Democratic transition: processes and actors
- Security in the context of transition: Egypt, Tunisia, Libya, Syria and Yemen
- Social movements and demands, and contentious politics in the region

©Arab Reform Initiative 2015

© 2015 by the Arab Reform Initiative. This publication is available under the Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License. To view a copy of this license, visit <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>.

Permissions beyond the scope of this license are administered by the Arab Reform Initiative. contact@arab-reform.net